

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 15/001/2007 (Public)
Bulletin n° : 018
ÉFAI
29 janvier 2007

Israël/États-Unis. Israël doit remettre les plans des frappes par bombes à sous-munitions dans le sud du Liban

Au moment où le Département d'État a fait part de son inquiétude, dans un rapport au Congrès, d'éventuelles violations par Israël de son accord classifié avec les États-Unis sur l'usage des bombes à sous-munitions, Amnesty International a exhorté le gouvernement israélien à remettre les plans et les coordonnées détaillées des zones dans le sud du Liban où ses forces ont tiré des centaines de milliers de bombes à sous-munitions, lors du conflit de trente-quatre jours avec le Hezbollah, en juillet-août 2006.

Chaque jour de retard pris par Israël, de nouvelles vies de civils sont mises en danger dans le sud du Liban. Il est essentiel que les plans détaillés et toutes les autres informations pertinentes soient publiés de manière urgente, pour réduire le risque que courent à la fois la population civile vivant dans les zones touchées et les personnes participant aux opérations de déminage.

Lors des six derniers mois, des accidents impliquant des bombes à sous-munitions n'ayant pas explosé ont fait plus de 200 victimes, dont plusieurs enfants, dans des villages dans le sud du Liban ou leurs environs. Trente personnes, dont huit démineurs, ont été tuées et plus de 180 personnes ont été blessées, dont 20 démineurs. Nombre de blessés resteront estropiés à vie. L'absence d'informations ou de cartes fournies par Israël montrant où ses forces ont utilisé des bombes à sous-munitions, a ralenti et rendu plus dangereuse la tâche de retirer les munitions n'ayant pas explosé, faisant courir un risque supplémentaire et inutile aux civils comme aux démineurs.

Le Centre de coordination des Nations unies pour le déminage (UN-MACC) a identifié plus de 800 sites où sont éparpillés des restes de bombes à sous-munitions et autres munitions n'ayant pas explosé, mais toujours mortels ; selon cette mission, le déminage pourrait nécessiter une année, voire plus.

Le refus des autorités israéliennes de fournir des renseignements détaillés sur leur usage de bombes à sous-munitions au Liban devient d'autant plus inexcusable à chaque jour qui passe. Les autorités israéliennes doivent agir immédiatement pour que tous les renseignements nécessaires soient transmis à l'UN-MACC sans délai ni faux-fuyants.

Amnesty International exhorte le gouvernement des États-Unis, qui a fourni de nombreuses bombes à sous-munitions tirées par les forces israéliennes dans le sud du Liban, à s'assurer que les autorités israéliennes fournissent les plans et autres informations, afin de réduire le risque qu'il y ait de nouvelles victimes civiles.

La plupart des bombes à sous-munitions n'ayant pas explosé qui parsèment le sud du Liban, et qui constituent toujours un danger mortel pour la population locale, les démineurs et les forces de maintien de la paix des Nations unies, ont été fabriquées aux États-Unis.

En août et septembre 2006, des chercheurs d'Amnesty International ont découvert des sous-munitions BLU-63 n'ayant pas explosé, issues de bombes CBU-58B, dans une maison du village d'Ainata, et dans la cour d'une maison, dans le village de Rashaya al Foukhar. Les bombes à sous-munitions CBU-58B sont fabriquées par les États-Unis. Ces engins air-sol contiennent chacune 650 petites bombes BLU-63.

Une grande quantité de sous-munitions BLU-63 n'ayant pas explosé ont également été trouvées près de Nabatiyeh, au nord du fleuve Litani, où Israël n'avait pas averti la population locale de son intention de lancer des attaques aériennes et d'artillerie.

Les chercheurs d'Amnesty International ont également découvert des bombes à sous-munitions M42 et M46 n'ayant pas explosé autour du village d'Aitaroun. Ces deux types de bombes, tirées par des canons d'artillerie, sont fabriqués aux États-Unis.

Un troisième type de sous-munitions n'ayant pas explosé, fabriqué aux États-Unis, est le M77, tiré par des systèmes lance-roquettes multiples. Les autres bombes étaient pour la plupart des M85 de fabrication israélienne.

Amnesty International continue à demander aux États-Unis et au reste de la communauté internationale de déclarer et d'appliquer un embargo sur les armes, à la fois pour Israël et le Hezbollah, jusqu'à ce que soient mis en place des mécanismes efficaces pour s'assurer que ces armes ne seront pas utilisées pour commettre de graves violations du droit international humanitaire. Les États-Unis, le Liban, l'Iran et la Syrie doivent en particulier ne pas laisser transiter par leur territoire et n'envoyer à aucune partie des armes susceptibles d'être utilisées pour commettre des violations du droit.

Amnesty International demande aussi au gouvernement israélien d'imposer un moratoire sur l'utilisation de toutes les bombes à sous-munitions, et de fournir les plans des mines terrestres posées par ses forces dans le sud du Liban l'année dernière.